



Communiqué de presse

Des pays producteurs aux chocolatiers, l'ensemble d'une filière à l'épreuve du Covid-19 **Le chocolat équitable, présent sous toutes ses formes gourmandes à Pâques, est un puissant moyen de résilience pour les producteurs face à la crise COVID**

Paris, janvier 2020 – Après Noël, Pâques est la période de l'année où les Français mangent le plus de chocolats avec environ 13 500 tonnes juste durant cette période. On estime à environ 325 000 tonnes la quantité de chocolat consommée par les Français en un an. Pourtant, on ignore souvent les conditions de sa production, l'impact social et environnemental engendré. La production de cacao est massivement non-durable. Elle est issue à 90% de petites exploitations familiales, pour lesquelles le cacao est la principale source de revenu. Et, alors qu'il serait possible de mieux payer les fèves qui ne représentent que 5-10% du prix final d'un chocolat, cette culture génère au contraire une pauvreté généralisée, la déforestation, le travail des enfants et le travail forcé. Dans ce contexte, la pandémie de Covid-19 a affecté l'ensemble de la filière du cacao, de l'amont à l'aval, des producteurs aux transformateurs, et artisans.

C'est pourquoi, cette année plus que jamais, Pâques peut être synonyme d'une consommation à impact positif ! : faire le choix du chocolat équitable Fairtrade/Max Havelaar permet d'améliorer les conditions de vie des producteurs et de leurs familles, de lutter contre le travail des enfants et de protéger la planète.

« L'offre de chocolat équitable s'est massivement développée ces dernières années pour atteindre près de 3% du marché du chocolat en France. Que ce soit chez des artisans chocolatiers, dans les magasins spécialisés ou dans la grande distribution, des produits existent pour tous les goûts et tous les budgets. Le refus du chocolat socialement low cost grandit partout en Europe chez les consommateurs et quitte la niche militante pour devenir une nouvelle norme » **Blaise Desbordes, directeur général de l'ONG Max Havelaar France.**

La filière cacao : un état des lieux préoccupant depuis toujours

Pour nous, le chocolat est une gourmandise, mais en Afrique surtout, ainsi qu'en Amérique Latine et en Asie, **le cacao est une source de revenus pour 50 millions de personnes**, dont près de 5 millions de petits producteurs de cacao et leurs familles qui vivent pour la plupart en dessous du seuil de pauvreté ! Alors qu'il est possible économiquement de payer mieux la matière première qui ne pèse généralement que pour 5% du prix final du chocolat, le rapport de force défavorable et la spéculation massive sur les fèves bloquent toute amélioration.

Aux très faibles revenus des producteurs, deux autres problématiques majeures touchent la filière cacao : le travail des enfants et l'intensification de la déforestation. (cf annexe 2 pour en savoir plus). Le cacao consommé dans les pays développés est donc majoritairement non-durable.

Une filière qui a dû faire face à la crise Covid-19

Certains producteurs ont vu leurs marchandises bloquées au port pour des raisons sanitaires pendant les premiers mois de la crise, ce qui a donné lieu à des retards de paiement voir des annulations d'exportations.

Au niveau des ménages, la hausse des prix des denrées alimentaires, le manque d'accès à l'alimentation scolaire des enfants et les éventuelles perturbations dans l'approvisionnement en engrais pourraient exercer une pression imminente sur les revenus des agriculteurs.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Banque mondiale mettent en garde contre la baisse des budgets gouvernementaux et la crise sociale et alimentaire qui risquent d'en découler. En Côte d'Ivoire par exemple, une baisse de 10% des revenus due à une baisse des prix du cacao a conduit ces dernières années à une augmentation de 5 points de pourcentage du

travail des enfants. ¹

Les chocolatiers français partenaires du label Fairtrade/Max Havelaar impactés

La filière française des chocolatiers se retrouve impactée, les artisans en particulier par les fermetures des entreprises dites non-essentiels : fermeture des boutiques physiques, difficultés d'expédition de commandes, usines au ralenti dû aux mesures sanitaires mises en place, chômage partiel. Alors que la période de Pâques représente en moyenne 30 % du chiffre d'affaires annuel pour l'ensemble des professionnels du chocolat, le recul constaté en 2020 était de 27% pour l'ensemble du secteur² (des ventes saisonnières et donc non reportables). De nombreux partenaires du label ont par ailleurs mené des opérations de solidarité en offrant leurs produits aux EHPAD et aux soignants en avril 2020.

Comment le mouvement Fairtrade/Max Havelaar a-t-il soutenu les producteurs ?

En plus de ses mécanismes de soutien (prix minimum garanti fixé à 2400\$/tonne, prime de développement communautaire de 240\$/tonne et préfinancement possible à hauteur de 60% du prix d'achat des fèves), le mouvement Fairtrade / Max Havelaar a initié des actions spécifiques pour soutenir les producteurs les plus vulnérables face à la crise.

Flexibilisation de la prime de développement

Dans le cadre de la crise sanitaire, le mouvement Fairtrade/Max Havelaar a décidé d'un assouplissement des règles d'utilisation de la prime de développement afin que les coopératives puissent acheter et distribuer aux producteurs du matériel d'hygiène et de protection (masques, savons, gel hydroalcoolique...), mais également de denrées alimentaires pendant la pandémie.

Création de 2 fonds de soutien

Une telle crise crée des besoins urgents et essentiels, mais assèche également la trésorerie des organisations de producteurs et donc les moyens de maintenir ou relancer l'activité. Le mouvement Fairtrade/Max Havelaar a donc créé 2 fonds de soutien, abondés ensuite par des bailleurs internationaux pour atteindre plus de 7 millions d'euros !

Ces ressources assurent actuellement un soutien d'urgence aux producteurs, et financent des actions de reprise économique. Ce sont les réseaux de producteurs du mouvement Fairtrade/Max Havelaar qui fédèrent les 1 707 organisations productrices et connaissent les dynamiques locales qui pilotent l'utilisation de ces fonds pour répondre exactement aux besoins spécifiques des producteurs.

En Amérique Latine par exemple, une partie de ces fonds ont été utilisées via un « *Fondo de Recuperación Económica* » qui a soutenu des initiatives de diversification de la production pour augmenter la résilience des producteurs face à la pandémie actuelle et sur le long terme à d'autres potentielles baisses de rentabilité des cultures d'exportation.

Poursuivre le développement du chocolat équitable en France

Au-delà de l'urgence liées à la crise, le mouvement Fairtrade/Max Havelaar continue de remplir sa mission fondamentale de renforcement, d'autonomisation et de résilience des organisations de producteurs. Cette mission est vitale puisqu'elle a prouvé son efficacité lors de cette crise : les organisations plus structurées ont globalement mieux résisté aux impacts de la Covid-19.

Cette mission se déploie par l'engagement des chocolatiers et des consommateurs français. Quelques chiffres :

- **39** marques françaises et **47** marques internationales engagées dans le commerce équitable commercialisent, en France, des produits chocolatés labellisés Fairtrade/Max Havelaar.
- En 2019 **91 millions** de produits chocolatés labellisés Fairtrade/Max Havelaar ont été vendus sur le marché français.

¹ <https://cercledeadministrateurs.org/covid-19-in-africa-impact-on-cocoa>

² <https://www.syndicatduchocolat.fr/wp-content/uploads/2020/04/Communiqu%C3%A9-de-Presse-Syndicat-du-chocolat-20-avril-2020.pdf>

- Les Français consomment en moyenne **7,3 kg de chocolat par personne et par an, mais la consommation de chocolat équitable ne représente que 240 g**, soit environ 3%.

À propos de l'association Max Havelaar France

L'ONG Max Havelaar France, membre fondateur du mouvement international Fairtrade/Max Havelaar, agit pour un commerce équitable, respectueux des droits humains et de l'environnement. Avec le label Fairtrade/Max Havelaar, elle mobilise les entreprises, les consommateurs et les pouvoirs publics afin de transformer les pratiques et de soutenir les producteurs et travailleurs défavorisés. Elle sensibilise l'opinion publique et milite en faveur d'une économie mondiale éthique et responsable.

Plus d'informations sur www.maxhavelaarfrance.org

CONTACT PRESSE

Agence Etycom | Aelya NOIRET | 06 52 03 13 47 | a.noiret@etycom.fr
Association Max Havelaar France | Anne-Lise FRANCOIS | 07 84 90 54 33 |
a.francois@maxhavelaarfrance.org

Annexe 1 : Les garanties du commerce équitable

Le commerce équitable permet aux producteurs de cacao de pérenniser la culture du cacao dans des conditions justes et durables



Les principaux critères de la certification Fairtrade / Max Havelaar pour les organisations de producteurs de cacao sont :

Un prix minimum garanti, fixé à 2 400\$ depuis le 1er octobre 2019 la tonne de fèves de cacao, joue le rôle de filet de sécurité en cas de chute des cours et apporte de la stabilité. Lorsque les prix sur le marché mondial dépassent le prix minimum garanti, les producteurs bénéficient du prix du marché et peuvent négocier. Si le cacao certifié Fairtrade/Max Havelaar est aussi certifié bio, les acheteurs doivent payer une prime supplémentaire de 300\$ par tonne de fèves.

Une prime de développement fixée à 240\$ depuis le 1er octobre 2019 destinée aux investissements communautaires, productifs et environnementaux (construction d'écoles ou de centres de santé, infrastructures de séchage du cacao, etc.). Quel que soit le niveau des prix du marché, la prime est toujours payée en plus.

Un préfinancement possible à hauteur de 60% du prix d'achat des fèves.

Des partenariats commerciaux justes et de **longue durée**.

De critères environnementaux encourageant une pratique raisonnée de l'agriculture basée sur une utilisation minimale et prudente des intrants chimiques, l'interdiction des produits les plus dangereux, une gestion propre et sécurisée des déchets, une bonne gestion de l'eau, un maintien de la fertilité des sols, une interdiction de l'usage d'organismes génétiquement modifiés.

L'interdiction du travail des enfants tel que défini par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) concernant l'âge minimum et les conventions sur les pires formes de travail des enfants. Les audits permettent de détecter les cas de travail des enfants, pouvant conduire à la suspension de l'organisation de producteurs. Celle-ci a l'obligation de prendre des mesures correctives. En parallèle, le mouvement Fairtrade/Max Havelaar travaille avec des agences de protection de l'enfance nationales et/ou des organisations de défense des droits de l'enfant. De même, des mesures de soutien aux organisations de producteurs sont mises en place pour les aider à renforcer leurs programmes et systèmes afin de détecter et prévenir le travail des enfants.

Annexe 2 : Les enjeux de la filière cacao



Les revenus des petits producteurs et productrices sont très faibles :

Sur le marché mondial du cacao, les prix peuvent être très bas, entraînant un appauvrissement inexorable des petits producteurs et productrices. Même quand les cours du marché sont à la hausse, les producteurs n'en bénéficient pas forcément assez, les profits pouvant être captés par de nombreux intermédiaires commerciaux. Les producteurs de cacao sont donc loin d'avoir des revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins. **77% des planteurs vivent sous le seuil de pauvreté en Côte d'Ivoire** (fixé à 1.27 USD/pp/jj pour le pays). S'ajoutent à ces préoccupations économiques des conditions de travail très difficiles – voire dangereuses – dans les plantations de cacao. Sans perspectives d'avenir satisfaisantes, de plus en plus de jeunes partent s'établir dans les grandes villes, abandonnant la culture du cacao.

Le travail des enfants est fréquent :

En raison notamment de la pauvreté des familles, le travail des enfants est fortement répandu, surtout en Afrique de l'Ouest. Selon une étude de l'Université de Tulane de 2015, le nombre d'enfants travaillant dans les plantations de cacao dans cette région a augmenté au cours des dernières années, malgré l'engagement de l'industrie chocolatière de supprimer cette pratique à l'horizon 2020. **Le travail des enfants concerne 152 millions d'enfants dans le monde, dont 50% en Afrique, soit 1 enfant sur 5.** 71% du travail des enfants s'effectue dans le secteur agricole. La plupart d'entre eux travaille dans des exploitations familiales et sont exposés à des conditions de travail à risque : ils utilisent des outils dangereux comme la machette et/ou portent des charges lourdes³. Même lorsque les producteurs souhaitent envoyer leurs enfants à l'école, cela leur est souvent impossible en raison de l'absence d'établissements en zones rurales. En outre, les parents ne sont en mesure ni d'acheter des manuels scolaires, ni de rémunérer un professeur.

La déforestation s'intensifie

La pauvreté empêche les producteurs d'investir dans leurs fermes. En conséquence, un grand nombre de cacaoyers se trouvent vieillissants et en mauvais état. Ainsi, les récoltes sont de moins en moins abondantes et la qualité s'en ressent fortement. La déforestation liée au cacao s'intensifie en Afrique de l'Ouest. Pour répondre à la demande croissante en chocolat, de nouvelles cultures de cacao sont créées illégalement, notamment dans les aires protégées des forêts tropicales. Ce phénomène met en danger les habitats naturels des espèces animales et accélère le dérèglement climatique.

³ 2013/14 Survey Research on Child Labor in West African Cocoa Growing Areas, School of Public Health and Tropical Medicine, Tulane University, juillet 2015.